



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 13/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALICE SARL

Route du Moulin Trochard
77120 Mouroux

Références : E/26-0468
Code AIOT : 0006510390

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement ALICE implanté Route du Moulin Trochard 77120 Mouroux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue sur le site de la société ALICE, suite à un incendie constaté le 12/03/26 vers 15h30.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALICE SARL
- Route du Moulin Trochard 77120 Mouroux
- Code AIOT : 0006510390
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Alice est une blanchisserie industrielle, spécialisée dans la location/entretien de linge. Elle fait partie du groupe SDEZ.

Elle bénéficie d'un récépissé de déclaration n°15286 en date du 9 octobre 2003, au titre de la rubrique n°2340. Sa capacité de lavage est actuellement de 4,6 tonnes de linge par jour.

Une demande de bénéfice des droits acquis (preuve de dépôt n° A-2-MDZ0OWPV) a également été déposée le 14/03/2022, pour une installation de combustion d'une puissance de 1,25 MW, relevant de la rubrique 2910-A-2.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incendie	Code de l'environnement, article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant, mesures d'urgence	15 jours
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 2.7	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Installation de combustion (chaufferie)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Annexe I Article 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre un rapport d'accident concernant l'incendie, un inventaire des produits chimiques présents sur le site, ainsi que des justificatifs des contrôles réglementaires réalisés (contrôle périodique ICPE, installations électriques).

Concernant les eaux d'extinction d'incendie qui ont été récupérées au niveau du bras mort du Grand Morin, il est demandé de les analyser et les faire évacuer. Enfin, une levée de doute sur la qualité des eaux du Grand Morin en amont et en aval hydraulique du site est également demandée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incendie

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

Selon l'exploitant, le sinistre aurait été causé par la rupture d'une canalisation d'huile très chaude au niveau des machines de pliage du linge.

Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté que :

- le bâtiment de la blanchisserie, à l'exception du local de stockage des produits chimiques, est totalement détruit. Des fumées s'échappent des décombres. Selon les pompiers, le linge continue de se consumer.
- les produits chimiques stockés dans le local dédié ont été évacués par l'exploitant, sur un autre site. Ce local n'a pas été touché par l'incendie.
- le site ne dispose pas de rétentions pour les eaux d'extinction d'incendie. Ces dernières se sont déversées dans le réseau des eaux usées (vers la STEP communale), dans le terrain situé en limite du site (dont une partie urbanisable appartenant à l'exploitant), dans le réseau d'eaux pluviales aboutissant dans un bras mort du Grand Morin situé au niveau du Moulin Trochard.
- l'exploitant ignore l'emplacement des rejets d'eaux pluviales issues du site.
- il n'y a pas de traces visibles de pollution sur le pourtour de l'établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre :

- un rapport d'accident directement en ligne via le site : <https://entreprendre.service-public.gouv.fr>
- un plan actualisé du site, précisant l'emplacement des réseaux d'eaux pluviales

Compte tenu des constats réalisés, l'inspection demande également à l'exploitant :

- maintenir une surveillance du site jusqu'à l'extinction totale des matières présentes et procéder dès que possible à l'évacuation des déchets générés selon des filières adaptées. Les justificatifs devront être transmis à mes services.
- de faire une levée de doute sur la qualité des eaux de surface du Grand Morin par un prélèvement en amont et en aval hydraulique du site,
- faire analyser les eaux d'extinction d'incendie récupérées dans le bras mort du Grand Morin, puis de les faire pomper et éliminer en tant que déchets dans une installation dûment autorisée à les recevoir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, mesures d'urgence

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 2.7

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier rapport de contrôle des installations électriques. Ce dernier serait toutefois disponible au siège de l'entreprise.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre le dernier rapport de contrôle des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 3.5
Thème(s) : Produits chimiques, Etat des stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : Selon l'exploitant, les produits stockés dans le local dédié ont été évacués sur un autre site. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le registre d'état des stocks de produits chimiques présents sur le site, ni d'indiquer les quantités évacuées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre un inventaire des produits chimiques utilisés sur le site accompagné des fiches de données de sécurité, ainsi qu'un document précisant les quantités présentes sur le site lors de l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Installation de combustion (chaufferie)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Annexe I Article 1.1.2
Thème(s) : Autre, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " Objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de

chaque point de la présente annexe après la mention " Objet du contrôle ". Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".

Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier rapport de contrôle périodique des installations de combustion (chaudière gaz). Ce dernier serait toutefois disponible au siège de l'entreprise.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le dernier rapport de contrôle périodique des installations de combustion (chaudière gaz).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours